

Deux années à la présidence du CAE

Propos de Jean-François Susini

Résumer cette présidence du Conseil des Architectes d'Europe (2006/2007) n'est pas tâche facile, quand on souhaite éviter toute forme de redite, les colonnes de *Passion Architecture* ayant déjà présenté plusieurs articles traitant des questions européennes, et que l'on sait aussi que les politiques engagées au niveau de l'Union s'inscrivent la plupart du temps dans le moyen terme, sinon le long terme.



La nouveauté dans ces deux années de mandat tenait à ce que, pour la première fois, le président de cette organisation, regroupant aujourd'hui 44 délégations et 31 pays, était élu. Bref, les architectes avaient réussi là où les politiques avaient échoué sur la Constitution européenne.

Une nouvelle gouvernance

À travers de nouvelles dispositions statutaires, l'objectif des organisations membres du CAE était d'imprimer une dynamique, tout en s'assurant que les décisions restent bien collectives.

Cet objectif s'accompagnait d'un dispositif de vote non plus à l'unanimité mais à la majorité.

Dès lors, le CAE passait d'un statut de "club" à celui d'une véritable organisation politique, ce que nombre de délégations mirent du temps à comprendre, pensant que le "ronron" amical, notamment dans quelques groupes de travail, perdurerait aimablement.

Or, la première tâche du bureau du CAE dès janvier 2006 fut de revisiter et de

recadrer l'ensemble des groupes de travail et leur articulation avec les urgences politiques. Bien évidemment, les résistances furent fortes, d'autant plus que le bilan pointait parfois l'inadaptation de certains travaux aux réalités du moment. Il a fallu deux années entières pour parvenir à un résultat à peu près satisfaisant, toutefois encore incomplet.

À cela s'ajoutait la question de la nature du CAE : pouvait-il disposer d'une certaine autonomie pour mener des politiques au service de tous les architectes européens, dussent-elles être parfois en décalage avec quelques-uns des objectifs de ses organisations membres ? La question n'était pas neutre car il était clair que les sujets "technocratiques" avaient plus souvent la faveur de certaines

délégations que les sujets "professionnels" pourtant essentiels. Cette situation, qui résultait aussi du manque de temps des architectes praticiens par rapport au personnel salarié des organisations membres, risquait de conduire le CAE à devenir, non plus le creuset des réflexions et actions concertées des architectes européens à travers leurs organisations, mais celui des seuls intérêts administratifs et corporatistes desdites organisations¹. L'avenir dira si nous aurons réussi à bousculer durablement les choses.

[2] Systèmes d'information des coûts

Un président de conseil régional de l'ordre des architectes français et non des moindres déclarait récemment qu'il n'était plus question d'évoquer le sujet des barèmes. Il est vrai que la France les a abrogés en 1985 ! Cependant, doit-on pour autant s'interdire de réfléchir à la question de la rémunération de l'acte architectural parce que le libéralisme ambiant considérerait que ces questions d'intendance sont d'une trivialité déplacée ?

Insensible à ces modes, le CAE a souhaité travailler sur les systèmes d'information des coûts parce que :

- Les pratiques en matière de calculs des honoraires étant assez différentes en Europe, il apparaissait nécessaire d'en dresser un inventaire exhaustif.
- Contrairement aux assertions entendues ici et là en France, des pays ont encore des barèmes de rémunération, notamment l'Allemagne qui, malgré "cet archaïsme", possède l'une des économies les plus dynamiques d'Europe. Forte de ce constat, la Directive Service s'est d'ailleurs bien gardée de trancher malgré les pressions de divers groupes d'idéologues.
- Les organisations professionnelles ont un rôle moral à jouer dans la formation des plus jeunes, notamment en favorisant une bonne gestion des agences. Dès lors, pourquoi ne pas faire connaître à tous les architectes les différentes approches (méthode horaire, modes en fonction de la nature des opérations, etc...), chacun pouvant faire son "marché". Enfin, pourquoi à partir de ces analyses ne pas imaginer une synthèse qui puisse, au-delà de la maîtrise des coûts d'une agence, être aussi un outil de meilleure information du consommateur.

Le travail est en cours. Il est passionnant et je ne doute pas que ces colonnes s'en feront l'écho dans les mois qui viennent.

[1] Technostructure

Conscient que la libre circulation dans l'Union allait imposer l'harmonisation de l'enregistrement des professions libérales, et donc la mise en œuvre d'une sorte de "passeport" professionnel, le CAE avait engagé une réflexion très en amont en proposant un cadre pouvant facilement être adopté par l'ensemble des organisations professionnelles dans le contexte du "guichet unique" prévu par la Directive Service. Ce principe fut soumis au vote début 2006 à une époque où les services de la commission européenne travaillaient déjà de leur côté sur ce type de document. Les travaux, approuvés tout au long de leur déroulement, furent finalement rejetés, non pas pour des raisons de fond, mais parce que dans les États à structure fédérale, aucun accord n'avait pu être trouvé entre les organisations professionnelles régionales.

En résumé, un vecteur utile à la libre circulation des architectes en Europe tombait sous le coup d'administrations locales qui estimaient que leurs procédures d'enregistrement ne souffraient aucun aménagement... Ajouté à cela des différences administratives entre États locaux qui conduisent à inscrire comme architectes des diplômés ayant un cursus variant de 3 à 5 ans d'études ! Cela étant, au plus tard fin 2009, les architectes européens pourront exercer dans toute l'Union, dans les conditions de l'État d'accueil.

Des objectifs clairement identifiés

L'essentiel des sujets fut donc recadré en tenant compte de l'actualité, soit de façon pro-active quand le temps jouait pour nous, soit de façon réactive lorsque l'urgence l'exigeait.

Dans le premier cas, nous avons notamment mis l'accent sur deux grands sujets qui s'inscrivent dans la période d'évaluation prévue par la Directive Service :

- les systèmes d'information des coûts en Europe²,
- l'assurance construction³.

Dans le deuxième cas, nous nous sommes par exemple efforcés de faciliter la transcription de la Directive Qualifications dans les législations nationales, principalement pour les organisations les moins armées juridiquement.

Cela n'excluait pas la réactualisation permanente de sujets clés, portant, entre autres, sur la question des marchés, même si *in fine*, nous n'avons

pas eu le temps de redéfinir certaines positions du CAE par exemple sur le "Design and Build" (conception-réalisation) ou encore de mettre en place le programme de chartes et guides de bonnes pratiques non seulement à destination des marchés publics mais aussi des marchés privés.

Parallèlement, afin de crédibiliser ses orientations, il était essentiel que le CAE dispose de données statistiques sérieuses sur les architectes et la production de l'architecture en Europe. Ce projet ancien qui n'avait jamais été avalisé pour des raisons financières fut enfin approuvé en 2006. Les premières enquêtes ont démarré en 2007 et se développeront dans les 2 ans à venir, très vraisemblablement avec le soutien de différents partenaires, dont les ingénieurs et entreprises sur certains points spécifiques concernant l'activité du secteur bâti.

Seule ombre au tableau et regret personnel, l'idée d'un "Label Européen" en matière de formation continue fut finalement rejetée, nos confrères anglais et allemands, entre autres, ayant estimé qu'il viendrait concurrencer leurs systèmes nationaux, représentant une part importante des ressources financières de leurs organisations.

L'ouverture et la mise en réseau comme stratégie

Si un seul mot devait résumer ces deux années de présidence, c'est bien celui d'ouverture.

Face à la densité croissante d'organismes visant à concourir à leur façon à la promotion de l'architecture, l'objectif fut de faire du CAE un point de contact pouvant accompagner les regroupements nécessaires pour forger des partenariats sur des actions ciblées.

L'idée était aussi de profiter de ces synergies pour rajeunir les membres des délégations en suscitant l'intérêt des jeunes architectes, tout en réinscrivant le CAE dans une dynamique plus solidaire avec les autres organisations, notamment l'Union Internationale des Architectes avec laquelle un protocole de coopération fut signé.

Enfin, croire, comme beaucoup de confrères, que le CAE devait rester uniquement dans le strict champ "professionnel", sans se préoccuper de l'activité qui régnait autour dans le domaine "culturel", était une profonde erreur stratégique qu'il nous a fallu combattre pendant plusieurs mois. Les faits nous ont finalement donné raison lorsque nos confrères allemands, très réservés sur cette ouverture, furent invités par leur gouvernement à soutenir la politique de la "baukultur".

Cette stratégie de mise en réseau sans exclusive a été longuement développée dans un article publié dans le n° 29 de la revue du Conseil National de l'Ordre les *Cahiers de la Profession*.

Les "affaires étrangères"

Elles portaient essentiellement sur les accords de reconnaissance de qualification et de libre-échange avec d'autres pays en visant à les préparer en amont sur un secteur professionnel défini.

C'est ainsi que le CAE pour l'Europe, l'AIA et NCARB pour les États-Unis, ont signé en 2005 un accord définissant pour les architectes les conditions de reconnaissance de qualifications, document destiné *in fine* à intégrer l'accord politique général lorsqu'il sera signé par l'Europe et les États-Unis. Bref, la méthode consistait à "déblayer le terrain" avant que ne s'engage la négociation politique finale. L'annonce de cet accord "professionnel" a d'ailleurs conduit à une certaine incompréhension, beaucoup l'ayant considéré comme un accord politique de libre-échange prenant effet instantanément, ce qui n'était nullement le cas.

Voilà quel était l'état des lieux fin 2005.

Même si le travail accompli avait été remarquable et devait être élargi à d'autres accords similaires, il ne suffisait pas à asseoir une "certaine idée" des Affaires Étrangères de l'Europe des architectes, dont le développement passait par les préalables suivants :

- Hiérarchisation des priorités en analysant les opportunités à la fois en matière de libre-échange et de reconnaissance de qualifications.

[3] Assurance professionnelle

La question de l'assurance, qui avait fait l'objet d'une étude européenne il y a quelques années (rapport Gaiepec), va redevenir d'actualité dans les mois à venir.

Or, malgré les efforts déployés durant ces deux années, malgré le soutien des mutuelles (MAF, ARCO, ASSEMAS), peu de délégations au CAE ont véritablement pris la mesure des enjeux.

Au-delà des directions que souhaiteront imprimer les instances politiques européennes, les questions qui se posent aujourd'hui, notamment avec les différents partenaires européens de la construction, ingénieurs, BTP, grands opérateurs, États, sont les suivantes :

Assurance du professionnel ou assurance de l'objet ?

L'assurance de l'objet étant la position défendue par les entreprises.

Assurance obligatoire ou non ?

Plusieurs pays n'ont pas de régime d'assurance obligatoire et ne souhaitent pas pour l'instant en adopter.

Assurance multicate ou système mutualisé spécialisé ?

Bien des pays et architectes plaident en faveur d'une offre d'assurance très diversifiée et très généraliste. On notera à ce titre que dans les pays à fort encadrement, comme la France, les offres diversifiées se sont considérablement réduites, soit faute de pouvoir assumer la croissance des sinistres, soit parce que des assurances ont fait faillite (Sprinks), laissant leurs assurés dans des situations extrêmement graves. Enfin, dans une Union où les missions sont parfois de natures très diverses, comment adapter au mieux la couverture d'assurance ?

Voilà les débats engagés et qui sont concomitants à l'analyse des différentes séquences de la mission des architectes en Europe.

- Affranchissement du strict cadre administratif de la politique étrangère menée par Bruxelles, notamment vis-à-vis de zones géographiques comme l'Afrique, en participant même modestement, sans préalable, sans idée de retour sur investissement immédiat, à cet échange entre Nord et Sud.
- Développement de partenariats et accords techniques et culturels ne s'inscrivant pas dans la stricte optique des accords commerciaux tels que définis par l'Organisation Mondiale du Commerce.
- Réévaluation de façon transparente des opportunités liées aux différents réseaux entretenus par les organisations membres (Royaume-Uni - Commonwealth par exemple, etc...),
- Et puis il fallait en finir avec cette attitude européenne légèrement condescendante qui finissait par irriter quelques pays, notamment ceux dont l'économie était en pleine expansion.

Nous n'y sommes malheureusement pas parvenus, faute de temps, certes, mais aussi du fait des habitudes prises par une génération de confrères ayant une approche du monde héritée et inspirée de l'immédiat après-guerre ; enfin, du fait de l'attitude de certaines organisations membres qui ne voient dans l'Europe qu'un simple réseau d'influence supplémentaire. Chacun l'aura compris, le Royaume-Uni, à travers ses représentants, a joué un jeu très personnel en la matière, bloquant toute évolution rapide. Toutefois, ce dossier, qui intéresse désormais les plus jeunes au CAE, devrait normalement connaître le développement attendu dans les années à venir.

L'élargissement

Non sans quelques heurts, et parce que c'était la seule voie d'avenir possible, le CAE, à l'instar de nombreuses organisations professionnelles européennes implantées à Bruxelles, a fini par accueillir comme membres associés la Turquie et la Croatie en novembre 2007. Cette décision achevait deux années de présidence placées sous le signe d'un soutien constant aux nouveaux pays entrants. Dans cette continuité et cette logique, en vue notamment de rééquilibrer les partenariats vers l'Est, un accord de coopération avec la Russie est en cours de signature.

Une communication politique

L'objectif essentiel en matière de communication concerne le lobbying du CAE auprès des instances européennes.

Comment démultiplier les actions de lobbying avec très peu d'argent et un staff, certes très efficace, mais tout à fait réduit ?

- D'abord en participant à différents réseaux ; c'est pourquoi nous avons mis l'accent sur :
 - les questions sociales et urbaines qui prenaient une acuité toute particulière ces dernières années, notamment avec la récente charte de Leipzig, en nous associant à des regroupements comme Urbact, Eurocities, Housing, etc..., qui plaident en outre pour un droit au logement décent pour tous ;
 - les questions de culture, en nous impliquant très fortement dans le Forum Européen des Politiques Architecturales (EFAP) qui regroupe notamment tous les gouvernements ;
- ensuite, en créant les conditions d'un débat politique avec les grands décideurs européens pour stimuler activement les prises de conscience. C'est l'objet de la conférence "Dessiner l'avenir – Marché et qualité de vie" qui se tiendra à Bruxelles le 10 avril 2008⁴.

[4] Conférence de Bruxelles le 10 avril 2008.

"Dessiner l'avenir – Marché et qualité de vie"
 Cette conférence vise à sensibiliser les responsables politiques et les acteurs économiques sur l'importance d'assurer, à travers l'architecture, une qualité durable du cadre de vie bâti des citoyens européens, tout en s'interrogeant aussi sur la capacité du "marché" à prendre en compte "l'intérêt public".

Sous le patronage de José Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne, elle s'articulera autour de quatre grands thèmes : Économique, Social, Environnemental et Culturel. De nombreuses personnalités y interviendront, notamment pour la France : C. Albanel, ministre de la Culture, Gérard Collomb, maire de Lyon et président d'Eurocities, Jean-Marie Beupuy, président de l'intergroupe "Urban Logement" au Parlement Européen. Citons aussi pour l'ensemble des pays européens plusieurs ministres : M. Lütke Daldrup, pour l'ex-présidence allemande, et M. Podobnik, qui, au moment où se tiendra la conférence, présidera le Conseil des ministres de l'Union, des maires de grandes villes, de grands opérateurs et maîtres d'ouvrages, chaque thème étant ponctué par des architectes très impliqués dans la fabrication quotidienne de la ville. Cette conférence s'articulera enfin autour des objectifs de trois présidences européennes qui ont inscrit les questions urbaines et territoriales au centre de leur projet :

- Allemagne avec l'adoption de la Charte de Leipzig en 2007 - et ont décidé d'accorder une importance toute particulière à l'architecture,
- Slovaquie et France en 2008.

Un grand merci au Conseil National de l'Ordre des Architectes Français et Belge ainsi qu'à la Mutuelle des Architectes Français qui ont su apporter dès le début du projet l'impulsion financière nécessaire pour qu'il puisse voir le jour.

Le succès fut enfin au rendez-vous à partir de 2006 et en 2007 car, après des années de quasi-silence, la question de l'architecture et de la qualité des constructions fait désormais partie des préoccupations régulières de Bruxelles, que ce soit à travers les discours du président Barroso, à travers les objectifs qualitatifs des fonds structurels ou encore plus récemment à travers la politique immobilière de la Commission Européenne.

Voilà, rapidement tracé, le bilan de la première présidence élue du CAE qui doit beaucoup à la détermination de toutes celles et ceux qui m'ont accompagné, notamment le secrétariat général, soutien constant et efficace, et bien évidemment les délégations françaises (CNOA, Unsfa, SA) que je tiens à remercier tout particulièrement.

D'abord pour leur fair-play, chacune d'elles ayant toujours considéré que le président du CAE devait bénéficier d'une entière liberté pour œuvrer dans un état d'esprit pleinement européen, ce qui mériterait d'inspirer certaines délégations amies encore empiétrées dans un nationalisme étroit.

Enfin, pour la dignité et la cohérence de vue des confrères chargés des questions européennes et internationales, qualités qui se sont rarement retrouvées du côté des représentants de l'État français, plus enclins à se chamailler publiquement entre services.

Il appartient maintenant à la nouvelle génération d'architectes de parachever cette construction européenne, sachant que beaucoup d'entre eux ont déjà démontré à travers leur formation et dans leur parcours professionnel naissant que l'Europe était désormais leur territoire d'architecture.

À eux de poursuivre ce combat pour une Europe qui "ne doit pas seulement être utile", comme le rappelait Wim Wenders à Berlin en 2006. ■

Jean-François Susini,

Président du Conseil des Architectes d'Europe de 2006 à 2007.

Ancien président du Conseil National de l'Ordre des Architectes (2000/2005)